



Le 28/11/2023

Nous, agents du Centre des Impôts Fonciers d'Aix en Provence et Tarascon tirons la sonnette d'alarme.

Nous ne pouvons continuer à travailler dans ces conditions au risque de rupture.

En effet, nous arrivons à saturation par la surcharge de travail occasionnée par une succession de réformes aux applicatifs défaillants : foncier innovant, suppression de Lascot et mise en place de SURF, transfert des taxes d'urbanisme, mise en place de GESTLOC, GMBI... et la nouvelle organisation des accueils voulue par la Direction.

Tous les secteurs du CDIF sont touchés :

- Géomètres et Secteur Transverse avec la perte des informations issues de Lascot sans remplacement par SURF puisque défaillant et non abouti ;
- Secteurs qui croulent sous les appels, rendez-vous téléphoniques ou physiques, mises à jour GMBI, contentieux, saisies des déclarations, tâche alourdie pour la défaillance de gesloc alors que la télédéclaration est obligatoire pour les contribuables ;
- le secteur des locaux professionnels en difficulté ;
- le turn-over des effectifs avec le départ successif de "sachants" qui met en difficulté autant les quelques agents expérimentés que les nouveaux agents ;
- la crainte de la surcharge de travail forcément prévisible avec la sortie des titres de perception de la taxe d'urbanisme bloqués depuis septembre 2022.

Jusqu'à présent, nous nous sommes efforcés de remplir nos missions au détriment de notre santé. Mais il faut se rendre à l'évidence : découper les urgences en demi-journée par agent, en tableaux excels ne résout pas le problème... Tout est prioritaire. Il n'y a pas assez de demi-journées donc le constat est simple : il manque des agents. Même si nous nous satisfaisons des premières mesures prises par le rattachement à un centre de contact ou le recrutement d'un contractuel, celles-ci ne suffiront pas à rattraper le retard et faire face aux nouvelles missions.

Nous nous trouvons dans l'incapacité de mener correctement ces nouvelles tâches en parallèle des tâches habituelles.

## **TROP, C'EST TROP !**

Nous demandons :

- le comblement des vacances d'emploi,
- une réévaluation du nombre d'emploi nécessaire à la bonne exécution de toutes nos missions,
- l'affectation d'agents EDR pour une mission de plusieurs mois,
- des locaux adaptés au nombre d'agents, déjà insuffisants aujourd'hui.